

Nation et démocratie 1890-1921

PRÉSENTATION CRITIQUE PAR GENEVIÈVE WARLAND

En juin 2006, un colloque bilingue intitulé *Natie en democratie* — Nation et démocratie¹ réunissait une série de professeurs et chercheurs affiliés, pour la plupart, à des universités belges. 1890-1921 est apparu aux organisateurs comme une période peu étudiée par l'historiographie belge, nettement moins, par exemple, que l'entre-deux guerres. Or ce moment charnière a vu émerger les traits politiques, culturels et socioéconomiques dominants de l'histoire de la Belgique au XX^e siècle. L'octroi du suffrage universel tempéré par le vote plural (1893) et celui du suffrage universel pur et simple pour les hommes (1919) ont transformé en profondeur le système politique et la société civile.

Parmi les transformations ainsi produites, on retiendra d'abord l'établissement du Parti socialiste belge comme force politique durable, mais aussi la constitution d'un large tissu corporatiste et associatif et enfin l'affirmation de la distinction linguistique entre Flamands et Wallons.

Si l'entrée en politique de la classe ouvrière met un terme à la domination exclusive de la bourgeoisie, les fondements de la Belgique n'en sont pas pour autant ébranlés: elle reste une monarchie constitutionnelle, basée sur une économie libérale et attachée à une conception homogénéisante de la nation. Cependant, l'élargissement de la démocratie provoque l'ouverture du jeu des partis désormais animé, d'un côté, par la lutte pour l'amélioration des conditions de vie de la population et, de l'autre, par le maintien de l'ordre établi.

Le processus d'intégration à l'État-nation évolue parallèlement à la démocratisation, les courants politiques catholiques, libéraux et socialistes, bien sûr, mais aussi

1 Els Witte, Ginette Kurgan-van Hentenryk, Emiel Lamberts, Herman Balthazar, Gita Deneckere, Philippe Raxhon, Paul Wynants, Marnix Beyen, Frans-Jos Verdoodt, *Natie en democratie-Nation et démocratie. 1890-1921*, Acta van het interuniversitair colloquium, Brussel 8-9 juni 2006. Actes du colloque interuniversitaire, Bruxelles, 8-9 juin 2006, Bruxelles, Koninklijke Vlaamse Academie van België voor Wetenschappen en Kunsten, 2007, 415 p. (20 euros).

les différents groupes socioéconomiques prennent en compte ce nouveau référent.

Ce sont ces trois dimensions — démocratie, nation et idéologie — que les contributeurs au colloque ont éclairées en s'adressant chacun à un segment particulier de la société. D'où l'organisation du volume en six parties : la première aborde les partis politiques, le mouvement des femmes, l'Église et le phénomène des élections. La seconde partie présente les réactions de la monarchie et de l'armée face à la démocratisation. La troisième partie analyse les groupes socioéconomiques : monde agricole, classes moyennes, patronat, ouvriers et immigrants. Les mouvements flamand et wallon sont traités dans la quatrième partie tandis que la presse, l'enseignement, la vulgarisation scientifique et les arts sont passés en revue dans la cinquième partie. Enfin, la sixième partie est comparative : elle ouvre la problématique à une perspective internationale avec des exposés sur l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas.

Globalement, ce livre brosse un tableau très riche de la diversité économique, sociale, politique et culturelle de la société belge. Plutôt que de le présenter linéairement, on le décrira ici selon ses axes transversaux, à partir des questions soulevées dans la conclusion : le nationalisme belge a-t-il encouragé le processus de démocratisation ? La démocratisation a-t-elle renforcé le nationalisme ? Quel impact la Première Guerre mondiale a-t-elle eu sur ces deux phénomènes ?

Le nationalisme a-t-il encouragé la démocratisation ?

D'emblée, la réponse à cette question est négative, car le nationalisme, qui a porté la révolution de 1830, est essentiellement le fait des élites, catholiques ou libérales, lesquelles considèrent la démocratie plutôt comme une menace. C'est ce que traduit le discours antiréformiste du libéralisme doctrinaire, opposé à l'extension du suffrage (Raxhon). La position du catholicisme conservateur n'est pas évoquée dans le livre. Par contre, certaines stratégies de l'Église catholique belge sont présentées : elle cherche à recatholiciser la population par l'organisation de processions eucharistiques tandis que le cardinal Mercier devient le chantre d'un néo-unionisme belge pendant la guerre (De Groof). De même, les organisations corporatives et la démocratie chrétienne en Flandre soutiennent l'émancipation politique et sociale des petits-bourgeois, des agriculteurs et des ouvriers : elles confortent le catholicisme et le nationalisme, mais elles ont aussi pour effet d'accroître les sentiments d'appartenance régionale (De Maeyer).

Les autres institutions porteuses de l'État-nation que sont l'armée et la royauté cherchent à renforcer le sentiment d'appartenance nationale, corrélé à de nouveaux devoirs plus qu'à de nouveaux droits. Dans l'armée, creuset de la nation au sens où elle incarne le devoir de défense de la patrie, l'introduction du service militaire obligatoire (1913) ne débouche pas sur la parité linguistique de sorte que le français y domine (de Vos et Verbist). Le renforcement de la popularité de la monarchie est un des objectifs tant de Léopold II que d'Albert I. Le premier y répond par la conquête d'un empire colonial procurant des débouchés aux citoyens belges jusque dans les classes ouvrières (Viaene). En

outre, il propose en 1891 d'introduire le référendum comme mode de consultation populaire (Velaers).

Cette proposition, rejetée par la Chambre, fait place à l'extension du droit de vote, qui manifeste tout autant l'idée de rapprocher le peuple du pouvoir. C'est ce à quoi s'emploie Albert I en incarnant, avec la famille royale, le respect des valeurs familiales, en travaillant pour le progrès de la nation et en partageant les souffrances de cette dernière pendant la guerre: il devient le roi-soldat, symbole du courage et de la patrie (van Ypersele).

Les élections comme pratiques rituelles instillent un sentiment national chez les citoyens depuis l'adoption du vote plural. Elles renforcent aussi les tensions idéologiques, car elles permettent la représentation des intérêts individuels et collectifs: au fil des scrutins, la nation devient plus flamande que belge chez les catholiques flamands; une tendance analogue apparaît chez les socialistes (Beyen). Et les commémorations de l'indépendance (1880, 1905 et 1930), occasions de célébration nationale, reflètent avec plus ou moins de bonheur l'intégration de la classe ouvrière (Janssens).

Au bilan, il apparaît que le nationalisme ne cherche pas à favoriser la démocratie, mais plutôt à l'intégrer dans l'État-nation.

La démocratisation a-t-elle renforcé le nationalisme? Bilan positif...

La question relative à l'existence du mouvement inverse, celui de l'apport de la démocratisation au sentiment national, reçoit une réponse globalement positive: l'intégration des classes populaires dans

le système social et politique élargit la base du nationalisme belge. Le mouvement socialiste, associé au parti ouvrier belge (charte de Quaregnon, 1894), est le levier par excellence, luttant pour la reconnaissance politique et l'amélioration des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. Ses références identitaires sont tantôt internationalistes et régionales comme à Gand, tantôt nationales particulièrement là où il siège dans les conseils communaux et provinciaux (Van Ginderachter, Puissant). Mais, de manière générale, la loyauté nationale prime sur les autres dans l'idéologie socialiste. Malgré son ouverture internationale, le combat de la Ligue belge du droit des femmes (1892) se situe avant tout au niveau national: il s'agit de faire progresser la cause des femmes en leur accordant notamment les droits de la citoyenneté (Gubin). Les gauches radicales ne considèrent pas moins que leur action doit opérer dans un tel cadre national (Gotovitch).

Pour ce qui est des groupes socioéconomiques, les classes moyennes deviennent elles aussi des médiums de la nation, même si elle n'est pas la tonalité dominante du quotidien où prévalent les réseaux locaux et familiaux (Heyrman). Le vote plural marque l'entrée en politique des paysans propriétaires. Malgré cela, les attaches identitaires du monde rural sont prioritairement locales et renvoient à une perception de la réalité géographique, davantage marquée par les frontières diocésaines que linguistiques (Van Molle). Le grand patronat, d'abord internationaliste dans une économie d'avant-guerre en voie de mondialisation est ramené par cette dernière vers des préoccupations d'ordre essentiellement national (Kurgan-van Hentenryck).

Enfin, la culture sous toutes ses formes, encouragée par les institutions, les ailes progressistes des partis et les élites « éclairées » (visant, au sens des Lumières, l'autonomie des individus) apparaît comme le lieu où les processus de démocratisation et de nationalisation marchent à l'amble sans pour autant se confondre. La législation sur l'enseignement primaire obligatoire et gratuit est le lieu de cristallisation des luttes idéologiques entre catholiques, libéraux et socialistes. L'école apparaît comme la condition de l'égalité entre les citoyens avant d'être celle de la formation du patriote (Tyssens et Wynants). La vulgarisation scientifique (portant ici sur les sciences naturelles) sert à instruire la population, mais aussi implicitement à la rapprocher de la nation (Wils). Les beaux-arts et la conservation du patrimoine (Montens) de même que les sociétés de gymnastique et ensuite les fédérations sportives (den Hollander) sont des vecteurs de l'idéologie nationale. La presse se « massifie » et devient un moyen d'information et, par l'essor de la publicité, d'uniformisation des goûts et des comportements (Van den Dungen et Pouillard). Les milieux d'écrivains s'organisent en réseaux francophones et néerlandophones s'affirmant davantage comme intellectuels indépendants qu'orientés par les clivages traditionnels (Verbruggen).

... bilan mitigé

La démocratisation ne renforce pas seulement l'allégeance nationale; elle encourage aussi la formation des « petites patries ». La perception quotidienne et émotionnelle du monde environnant est, pour la plupart des catégories sociales (monde des petits-bourgeois, des pay-

sans et des ouvriers), régionale et locale. Plusieurs contributions à ce livre dans lequel le nord de la Belgique est plus étudié que le sud, montrent que le concept de patrie est interchangeable avant la guerre: il désigne tantôt la Flandre tantôt la Belgique.

Les canaux (associations professionnelles et culturelles, presse, sport, religion, etc.) qui renforcent l'identité nationale sont les mêmes que ceux qui servent aux identités culturelles régionales. Ainsi, l'action du mouvement flamand, lié aux organisations professionnelles et aux mouvements populaires et soutenu par le monde catholique, s'adresse à l'unité nationale comme à l'unification régionale. Une de ses revendications consiste à étendre le bilinguisme à l'ensemble de la Belgique (van Velthoven). La Première Guerre mondiale modifie la donne, comme le montre l'histoire du frontisme, composé notamment de jeunes intellectuels catholiques partis à la guerre comme patriotes belges et revenus comme patriotes flamands (Verdoodt). Le mouvement wallon est d'abord libéral et élitiste. Son audience dans les cercles socialistes l'amène à accentuer l'identité wallonne par rapport à l'identité belge. Néanmoins, il reste belgiciste dans sa défense du français (Kesteloot).

Il est un autre lieu où démocratisation et nationalisation se rattachent à des formes d'exclusion: la politique d'immigration. L'interventionnisme croissant de l'Etat sur la société civile entraîne une délimitation plus stricte de celle-ci: d'un côté, l'intégration sociale se fait par l'intégration nationale; de l'autre, la discrimination institutionnelle des étrangers se renforce, surtout face aux nouveaux venus à faible revenu (Caestecker).

Impact de la Première Guerre mondiale

Globalement, la guerre resserre les liens entre nation et démocratie, mais elle est aussi le moment où les sources de contestation d'une telle alliance au niveau belge se radicalisent. Survenue peu après l'introduction du service militaire obligatoire, la guerre a comme conséquence que la démocratisation de l'armée a été réalisée au prix fort : 64 % des soldats morts au combat sont flamands. Cet état de fait nourrit les frustrations de l'extrémisme flamingant (frontisme et activisme) dont la répression est sévère.

Le regain du nationalisme est visible tant chez les socialistes flamands qui optent pour la grande patrie dans un réflexe de défense contre le nationalisme flammingant que dans le mouvement wallon qui oublie la proposition de séparation administrative (Congrès wallon et lettre au roi de Destrée, 1912), laquelle du reste n'était pas antinationale. De même, le monde des affaires, dont un des fleurons est la Société générale, s'identifie davantage à l'État-nation belge et l'Église catholique renforce l'identification entre foi et patriotisme.

Les avancées sur le plan de la démocratisation se traduisent, notamment, par le suffrage universel masculin (1919) et l'octroi du droit de vote au niveau communal pour les femmes. La participation de ces dernières à la société civile après la guerre peut se lire comme un transfert des attributions familiales dans la sphère publique : les femmes sont actives essentiellement dans le domaine social.

L'identité nationale : un processus dynamique et non linéaire

La lecture de ce livre rappelle que l'identité nationale est une donnée dynamique et particulièrement complexe en Belgique. En effet, à l'inverse des pays voisins, une double tendance est à l'œuvre : la démocratisation politique a renforcé, d'un côté, le clivage gauche-droite et, de l'autre, celui entre la Flandre et la Wallonie (Beyen). Cette double partition a joué comme un facteur favorisant les sous-identités nationales. Une telle évolution n'est pas linéaire, ni continue. Elle correspond à des stades, comme ceux mis en évidence par Hroch dans son étude du nationalisme minoritaire² : la phase A est la phase de l'intérêt culturel, la phase B celle de l'agitation politique et la phase C celle du mouvement de masse. La période concernée, de 1890 à 1921, a vu avec l'élargissement du droit de vote et l'introduction de la proportionnelle (1899), le mouvement flamand passer de la phase B à la phase C, sans adopter toutefois avant la guerre une position irrédentiste comme cela se passe généralement lorsqu'un mouvement nationaliste entre dans cette phase. Par ailleurs, la Première Guerre mondiale a entraîné le recul temporaire du mouvement flamand en raison de la distanciation par rapport aux formes les plus radicales du flamingantisme.

Même s'il n'offre pas de vue systématique, ce livre rappelle certaines voies empruntées par la Belgique dans son double processus de démocratisation et de natio-

² M. Hroch, trad. par B. Fowkes, *Social preconditions of national revival in Europe: a comparative analysis of the social composition of patriotic groups among the smaller European nations*, New York, Columbia university press, 2000.

nalisation. Une péripétie de cette histoire mérite l'attention : celle du combat linguistique flamand. Au début du XX^e siècle, le bilinguisme est une revendication flamande et l'unilinguisme une demande wallonne. Ce sont les Flamands qui brandissent le principe de la personnalité (chacun a le droit de s'exprimer dans l'idiome de sa naissance ou de son choix) sur lequel repose le bilinguisme. Il est notamment promu par le chef de file du Parti socialiste à Gand, Anseele, comme une mesure d'égalité de traitement vis-à-vis des migrants flamands en Wallonie³. Le principe de la territorialité (une langue, un territoire) est défendu par la Wallonie qui veut rester unilingue. De plus, les francophones font valoir la primauté du français comme langue internationale et langue de culture pour justifier son maintien en Flandre. Dans les années vingt, les revendications liées à un territoire apparaissent au nord du pays à la suite de l'élargissement de la base populaire du mouvement flamand : le flamand comme unique langue véhiculaire en Flandre visait à combattre la discrimination linguistique, frein à la mobilité sociale.

À l'encontre de ce que pourraient faire croire les querelles des années 2000 sur la frontière linguistique, le mouvement flamand ne se caractérisait pas à l'origine par un quelconque « mysticisme linguistique » fusionnant langue et territoire, pour emprunter ces termes au grand historien belge des années 1890-1920, Henri Pirenne. Les lois linguistiques du début des années trente consacrant l'unilinguisme en Flandre et en Wallonie ainsi

que le bilinguisme à Bruxelles sont le résultat d'un compromis entre des visions opposées, lesquelles ne correspondent pas à celles du temps présent. Si la roue de l'histoire avait tourné autrement, ou s'il était en notre pouvoir de l'actionner pour réécrire en mieux ce passé à la lumière de son futur, nous ne connaîtrions peut-être pas aujourd'hui ces querelles linguistiques qui ont pour nom BHV...

Les fondamentaux de l'histoire de Belgique

Voilà un des points sur lequel ce livre nous amène à réfléchir : les représentations du passé véhiculées par les médias et le monde politique ne sont pas toujours celles mises en lumière par les historiens professionnels. À l'instar de la crise économique actuelle qui oblige à renouer avec les fondamentaux de la finance, la crise politique belge invite à revoir les fondamentaux de son histoire. L'un d'entre eux m'apparaît comme le monstre du Loch Ness belge : la politique de la non-reconnaissance. Appliquée à la diversité linguistique et culturelle intrinsèque de la Belgique, cette politique a grippé maintes fois la mécanique institutionnelle, et cela, quelle que soit son origine (l'aveuglement ou le radicalisme des flamingants, des fransquillons et des wallingants d'hier ou les logiques communautaires des partis d'aujourd'hui).

Il est peut-être donc temps de tenter d'inverser la manœuvre : si on ne peut réécrire l'histoire, on peut, par contre, transformer la politique de la non-reconnaissance en politique de reconnaissance. Celle-ci insiste sur le caractère positif de la diversité culturelle. Dans le cas belge, cela pourrait signifier de commencer à

³ Sur la perception des Flamands en Wallonie, voir Y. Quairiaux, *L'image du flamand en Wallonie. Essai d'analyse sociale et politique (1830-1914)*, Bruxelles, éditions Labor, 2006.

réaliser, par une politique volontariste, le bilinguisme sur l'ensemble du territoire. Ce serait une manière d'effacer l'occasion manquée du début du XXe siècle, en instaurant un rapport positif entre la majorité et la minorité, en rapprochant les communautés et en repolitisant leur espace public par une meilleure connaissance de la langue et des points des deux côtés de la frontière linguistique. Il est heureux de constater les initiatives prises en ce sens par les médias francophones : revues de presse, débats télévisés.

Toutes les initiatives encourageant le bilinguisme et la (re)connaissance de l'autre me semblent dignes d'être encouragées. De même que celles qui contribuent à une meilleure connaissance de l'histoire de Belgique. Ce livre en est une : il est écrit en français et en néerlandais par des spécialistes de l'histoire contemporaine, chacun dans une perspective particulière souvent liée à son domaine de spécialité. Indépendamment des divergences d'interprétation⁴ qui sont le lot d'une recherche scientifique fructueuse, il répond à un

esprit « transcommunautaire ». Certes, sa lecture n'est pas aisée, l'époque envisagée étant dessinée par petites touches sans que ne soit fourni le plan d'ensemble (malgré l'introduction et la conclusion fort instructives). Et certaines zones n'ont pas été explorées. Dès lors, pour compléter son information, on ne peut qu'encourager le lecteur à piocher dans le « Mabilles⁵ » et à se reporter à la *Nouvelle histoire de Belgique/Nieuwe Geschiedenis van België*, vaste fresque de l'histoire du pays depuis 1830⁶. ■

4 Pour un aperçu de l'interprétation des identités nationales, voir G. Warland, « Nationalismes : le débat des historiens belges », *La Revue nouvelle*, n° 1, 2008, p. 61-69.

5 X. Mabilles, *Histoire politique de la Belgique : facteurs et acteurs de changement*, 4^e éd., complétée d'une postface, Bruxelles, Crisp, 2000. Ce livre fait l'objet de rééditions régulières.

6 La *Nouvelle histoire de Belgique* sous la direction de M. Dumoulin et V. Dujardin et al., est parue en quatre volumes chez Complexe puis Le cri pour la version française (2005-2008).